



LA CROISSANCE N'EST PLUS LE PROBLÈME... ET ENCORE MOINS LA SOLUTION !

Christian DELLACHERIE

SYNTHÈSE DE LA NOTE

CONGÉDIER LA CROISSANCE POUR ÉCHAPPER À L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET REDONNER DU SENS AU TRAVAIL

Le principe de base de la dynamique capitaliste, c'est-à-dire l'accumulation du capital, est bien, « en dernière instance », le déterminant de la croissance, de sa sacralisation et de la justification des prédatons opérées en son nom sur la nature, ses réserves et menaçant ses équilibres, et de l'exploitation du travail humain qui en est une des formes. La financiarisation globalisée de l'économie, elle-aussi, n'est que la poursuite de l'accumulation par d'autres moyens. D'où l'affirmation puis la conjecture d'Harribey qui paraissent condenser l'essentiel de la crise actuelle du capitalisme : *« la liquidité obtenue à un moment donné par tel ou tel capitaliste peut n'avoir rien à voir avec son capital productif immobilisé ni avec les bénéfices qu'il en retire, ni même avec les bénéfices probables à venir, elle doit être interprétée comme la liquidité de la captation de la valeur déjà créée ou de la captation de la valeur anticipée »*. Le capitalisme financiarisé est-il *« celui d'une phase de son histoire où (...) les perspectives de croissance de la productivité du travail et, partant, de croissance économique s'amenuisent, voire s'épuisent ? Marque-t-il la difficulté du système à faire produire toujours plus de valeur à une force de travail surexploitée sur une base matérielle naturelle en voie d'épuisement, sans que le capital fictif puisse être une solution, parce qu'il n'est qu'une baudruche qui éclatera nécessairement ? »*.

La croissance comme symptôme et comme mesure de l'accumulation constitue bien un élément commun aux deux problématiques, celle de la limitation du monde et celle de la nécessité de coconstruire un nouvel imaginaire se substituant au phénix capitaliste. C'est ce qu'exprime le texte de Castoriadis mis en exergue, à côté de celui de Keynes. Quant aux GAFAs, c'est le dernier (?) avatar du phénix, comme l'indique Michel Bauwens qui les appelle les *« capitalistes netarchiques »*. Pierre Yves Gomez, ajoute que *« la bataille pour faire naître une société différente à partir des nouvelles technologies est indécise : des forces (essentiellement de grandes entreprises globalisées) tendent à utiliser les plateformes internet pour accroître l'intégration de la production, pour développer le big data, le traçage de nos comportements afin de mieux cibler et augmenter l'offre de consommation. Bernard Stiegler complète le tableau en volant dans les plumes du phénix : « les « GAFAs » exploitent un modèle au départ contributif, mais en le ramenant dans le giron consumériste, voire hyperconsumériste (...) Ils promeuvent des modèles d'affaires basés sur un véritable marketing chirurgical et un consumérisme extrémiste basé sur la « personnalisation », mais qui aboutit en réalité à une désindividuation massive »*. Tout paradigme économique qui

génère, alimente et entretient des comportements « d'hyperconsommation » constitue un danger potentiel pour la nature, y compris la nature humaine directement menacée par la montée en puissance insidieuse de la soumission à une « *gouvernementalité algorithmique* ». L'homo œconomicus est une chimère dangereuse pour l'homme et pour l'économie, la notion d'individu isolé constituant une aporie, car l'individuation psychique est un processus éminemment social puisque culturel et, par essence, inachevé.

Le travail, en tant que processus de socialisation, est un des vecteurs de cette individuation. Il n'a rien de « naturel », au sens qu'il a tout de culturel. Sa signification ne peut être appréhendée en dehors des rapports sociaux d'où découle la capacité de chaque individu et de chaque collectif à déterminer ou à peser sur les orientations des institutions dont il participe et dont il dépend. En Europe, des attentes extrêmement fortes en matière d'investissement subjectif au travail sont plébiscitées, notamment par les jeunes : il faut que le travail ait du sens. D'autres sont aussi très présentes en matière de limites et de frontières entre travail et hors travail. Encore très largement aujourd'hui, comme l'indique Pierre-Yves Gomez, « *la définition du sens et finalement de l'intelligence de son travail échappe à chaque travailleur parce qu'elle est prise en charge par une infrastructure technologique gestionnaire contrôlée par des experts en organisation et en management. Le « besoin » infini du consommateur donne finalement le sens à la production industrialisée dans laquelle le travailleur n'est plus reconnu que comme un moyen de produire parmi d'autres : c'est dans la maîtrise collective du sens du travail que l'émancipation se jouera* ».

Le mécanisme de l'accumulation est consubstantiel au capitalisme : il le condamne à trouver en permanence de nouveaux débouchés, en créant et en absorbant tous les marchés solvables de la planète. Ce processus, émaillé de crises répétitives, dure depuis au moins deux siècles mais il n'est pas éternel. Il a deux « frontières » : la frontière écologique et la frontière sociale. Il ne suffit pas d'inventer le terme de « capital naturel » pour que les ressources naturelles puissent être traitées et exploitées comme du capital. Il ne suffit pas d'inventer et d'exploiter les métaphores du « capital social » et du « capital humain » pour que les « sociétés d'individus » puissent être subsumées sous le rapport social qu'est le capital. Il est certain que nous butons déjà sur la frontière écologique et il est probable que nous soyons entrés (au moins en Europe) en friction avec la frontière sociale. La recherche d'un sens nouveau à donner à l'activité économique est à l'ordre du jour. Elle pose notamment et de façon inédite les problèmes éthiques, politiques et juridiques de l'extension et du contenu du droit de propriété par la réévaluation des catégories de bien public et de bien commun, comme nous y invite expressément Jean Gadrey.

LA CROISSANCE N'EST PLUS LE PROBLÈME... ET ENCORE MOINS LA SOLUTION !

« La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous. »

John Maynard Keynes

« Compte tenu de la crise écologique, de l'extrême inégalité de la répartition des richesses (...), de la quasi-impossibilité du système de continuer sa course présente, ce qui est requis est une nouvelle création imaginaire (...) qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation (...). Cela exigerait évidemment une réorganisation des institutions sociales, des rapports au travail, des rapports économiques, politiques, culturels. »

Cornelius Castoriadis

1. UNE IDÉE PEUT DEVENIR UNE FORCE MATÉRIELLE

Lorsqu'au début des années 70 a été publié et commenté le rapport Meadows intitulé « *Les limites de la croissance* », plus connu sous l'appellation de rapport du Club de Rome ou de rapport Meadows, j'ai évidemment fait partie des jeunes imbéciles, pour rester poli, qui ont considéré qu'il s'agissait d'une ruse des experts, néanmoins « laquais », de l'impérialisme pour contenir (voire étouffer dans l'œuf) la légitime satisfaction des revendications de la classe ouvrière et du tiers-monde¹. Ce rapport ne parlait pas encore du « réchauffement climatique », alors totalement inconnu, bien qu'annoncé et théorisé depuis 1896 par le grand savant suédois Arrhénius. Mais il attirait vivement l'attention sur l'inexorable épuisement de ressources finies non renouvelables et sur l'angoissante accumulation des « déchets » de tous ordres polluant le monde sublunaire. Comme toutes les entreprises similaires, ce rapport était fondé sur des extrapolations paramétrées. Toute étude prospective peut bien sûr être démentie par les faits, et il convient toujours d'être prudent. Un exemple historique du risque inhérent à la foi du charbonnier dans l'extrapolation nous a été donné en France par les « électriciens » : le surdimensionnement² du parc nucléaire dans les années 80. Il a eu pour conséquence « commerciale » la promotion du chauffage électrique, hérésie que nous³ allons encore payer pendant des décennies. L'autre conséquence se profile maintenant, c'est la rafale

¹ Il est vrai que la traduction de son titre en français par « Halte à la croissance ! » n'était pas pédagogique...

² On « prévoyait » en 1975, sous la pression du lobby nucléaire, une consommation de 1.000 TWh en 2000 (contre 474 TWh en réalité) d'où le surdimensionnement du parc nucléaire, de l'ordre d'une douzaine de tranches...

³ Plus de huit millions de logements sont chauffés à l'électricité. La France possède autant de convecteurs que l'ensemble des foyers européens réunis. Pourtant, ce type de chauffage n'est pas très efficace, mais très cher : près de la moitié des personnes en situation de précarité énergétique le sont à cause du chauffage électrique.

d'obsolescence massive qui devrait frapper une très grande partie du parc nucléaire dans les dix années qui viennent ; et pourtant, certains sont prêts, pour y parer, à réitérer l'erreur⁴ de jugement commise 40 ans avant, l'inertie ou la procrastination politique venant au secours d'un relatif affaiblissement de l'influence du lobby nucléaire. A contrario, après le constat quasi unanime (si l'on met à part Donald qui s'en fout et Wladimir qui s'en félicite...) sur le caractère essentiellement « anthropique » du réchauffement climatique et des risques majeurs qu'il comporte, la nécessité d'une transition énergétique est venue rejoindre celle de la réduction de l'empreinte écologique, comme seule réponse possible aux avertissements du rapport Meadows de 1972 mis à jour en 1992 (sans que l'on s'en aperçoive) puis en 2004 (sans que l'on en parle). J'ai retenu en premier lieu, tiré de la préface de l'édition française⁵, la proposition suivante :

L'absence de remise en question de la course à la croissance tient aussi au fait que, pour quiconque vit dans le monde capitaliste, il est très difficile et coûteux de ne pas courir, comme le soulignait au début du siècle dernier le sociologue Max Weber : « *Chacun trouve aujourd'hui en naissant l'économie capitaliste établie comme un immense cosmos, un habitacle dans lequel il doit vivre et auquel il ne peut rien changer – du moins en tant qu'individu. Dans la mesure où l'individu est impliqué, il est contraint à se conformer aux règles d'action capitalistes⁶. Le fabricant qui agirait continuellement à l'encontre de ces règles serait éliminé de la scène économique tout aussi infailliblement que serait jeté à la rue l'ouvrier qui ne pourrait, ou ne voudrait, s'y adapter.* »

La voie de sortie face à cette robuste analyse wébérienne centenaire n'est évidemment pas simple. Elle ne peut être ouverte qu'à travers cet aphorisme de Marx : une idée quand elle s'empare des masses devient une force matérielle. C'est peut-être ce qui est en train de s'opérer avec le paradigme de la transition écologique. Mais ce qui vaut pour les bonnes idées vaut également pour les mauvaises : ce que l'on appelle parfois la « lepénisation » des esprits en est le plus fâcheux exemple. Il y en a bien d'autres puisque les idées dominantes sont encore assez souvent celles de la classe dominante, et celle-ci montre une grande capacité de récupération (le social-libéralisme, toujours en marche, comme vraie fausse alternative) et d'innovation (l'éco-blanchiment ou greenwashing et même la « croissance verte »⁷), comme l'avaient bien analysé Boltanski et Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*.

2. CRISE DE CROISSANCE : LE PIB EN QUESTION

Le futur désirable ne peut plus être la projection du présent, dans le contexte dynamique et dans un moment « critique » de la globalisation planétaire des activités humaines. Il peut encore moins être un retour aux sources. La référence aux « 30 glorieuses », souvent invoquée comme un âge d'or à opposer aux temps difficiles que nous traversons, est justement celle à partir de laquelle il ne faut pas se projeter, tant cette période correspond à une phase

⁴ Alors que l'occasion devrait être saisie pour revenir sur les prévisions de demande en anticipant les premiers effets salutaires du tournant amorcé en matière d'efficacité énergétique, et réviser la pertinence des choix d'investissement au vu de la dérive des coûts des EPR et des incertitudes qui planent sur l'opérationnalité de celui de Flamanville.

⁵ éditions Rue de l'échiquier en 2012 sous le titre *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, avec une préface de Jean-Marc Jancovici

⁶ Bruno Trentin a bien montré que ces règles avaient eu leurs duales dans le « socialisme réel ».

⁷ la Banque mondiale propose cette définition : « *c'est la croissance qui est efficiente dans son utilisation des ressources naturelles, qui est propre en ce qu'elle minimise la pollution et les impacts environnementaux, et qui est résiliente en ce qu'elle prend en compte les hasards naturels et le rôle de la gestion environnementale et du capital naturel en prévention des désastres physiques. Et cette croissance doit être inclusive* ». La langue de « bois précieux » reste une langue de bois...

particulière, un « point singulier » (lire à ce sujet notamment le Capital au XXI^{ème} siècle de Piketty). La difficulté c'est que de nombreux concepts, de nombreux raisonnements et les institutions qui les ont faits ou les font plus ou moins bien « entrer » dans la réalité ont été forgés à cette époque : il y a dans ce domaine aussi un travail de deuil à opérer, des notions et des termes à réévaluer comme la « croissance », la « productivité », des liens à repenser comme entre travail et emploi⁸.

Produire plus avec autant ou moins de travail, ce qui est la définition des gains de productivité, a été le résultat essentiel des innovations et la grande source de la croissance passée. Est-ce celle du futur « développement » ? Comme le rappelle Christian Comélieu, « *les modes d'agrégation en usage dans les méthodes de la macro-économie aboutissent à une description simpliste des relations sociales, à une dissimulation (rarement innocente) des rapports de pouvoirs (...), et donc à une présentation profondément biaisée des défis du développement, si l'on entend par ce dernier terme la poursuite volontaire d'un changement social mieux maîtrisé afin d'aboutir à de nouveaux types de rapports sociaux.* »⁹ Une des premières questions à se poser porte sur le sens de « produire plus ». Produire plus de quoi ? Dans nos pays, les services représentent, en gros, les trois quarts du PIB (et de la population active). L'appellation « services » peut apparaître floue ou disparate puisqu'elle peut aller du nettoyage des locaux au conseil en management¹⁰. Je ferai référence à la définition triangulaire de la prestation de service que nous devons à Jean Gadrey, comme une activité portant sur une réalité à transformer (un bien apporté par un particulier ou une entreprise, la personne même d'un individu, etc.), le propriétaire de cette réalité et le prestataire : « *Une activité de service est une opération, visant une transformation d'état d'une réalité C, possédée ou utilisée par un consommateur (ou client, ou usager) B, réalisée par un prestataire A à la demande de B, et souvent en relation avec lui, mais n'aboutissant pas à la production d'un bien susceptible de circuler économiquement indépendamment du support C* ». Pour un ancien cheminot, c'est-à-dire salarié d'une entreprise de services capitaliste au fonctionnement industriel, dont l'avènement est consubstantiel à la révolution du même nom, dont les lieux de production sont quotidiennement envahis par ses clients ou usagers, cette définition est limpide. Mais pour ces trois quarts du PIB, comme l'a très bien décrit Gadrey, on ne sait pas toujours définir ce que sont les unités produites, donc les prix unitaires, donc les « volumes », donc les gains de productivité¹¹. L'évaluation « à prix constants » perd son sens lorsqu'on ne sait pas répondre à la question : le prix constant de quoi ? Dans tous les secteurs, les variations de qualité, à la hausse ou à la baisse, des biens et services, sont très peu et très mal prises en compte dans les indices des prix du PIB donc dans les volumes. Il n'y a pratiquement pas d'ajustements pour la qualité dans les services. La valeur descriptive et

⁸ Comme l'a dit Supiot, « *le travail est quelque chose de plus grand que l'emploi, qui n'est qu'une forme historique particulière dans le champ de la production économique. L'emploi est né de ce grand pacte, issu des luttes syndicales de l'ère industrielle, qui a consisté à échanger l'aliénation au travail, le renoncement à dire son mot sur la production, contre des limitations du temps de travail et de la sécurité physique et économique. (...) L'emploi est un élément très important mais pas exclusif d'une vie de travail. Et les autres formes de travail peuvent être appelées à se développer, dans un univers où le travail salarié pourrait être allégé du fait du progrès du machinisme. (...) Remettons le travail au centre de la réflexion et du droit du travail, et pas l'emploi. (...) Il faut attacher certains droits à la personne, et pas simplement à la détention d'un emploi.* ».

⁹ *Les impasses de la modernité, Critique de la marchandisation du monde* le Seuil 2000.

¹⁰ Rappelons que ce terme français est une résurgence du « ménagement » (qui veut aller loin ménage sa monture) et donc que le management par le stress aboutissant au burn out est un crime contre le sens avant d'être un crime contre l'humanité...

¹¹ Patent également pour un cheminot dans une entreprise où les unités produites continuent à être mesurées par exemple en voyageursxkm (vk) que ce soit en TGV ou en rame Corail. Cela étant le nombre de cheminots a été divisé par deux par rapport à mon année d'incorporation (1967)...

l'utilisation performative¹² de la notion usuelle de croissance n'en est-elle pas directement et profondément affectée ? Ainsi l'intégration des services dans le PIB est une reconnaissance de leur appartenance au domaine de la production de valeurs d'usage et, partant, une dimension nécessaire de l'évaluation des richesses produites. En même temps elle apparaît comme inhomogène avec les « produits industriels » typiques. On ne peut pas sous-estimer les services (qualitativement et quantitativement) dans l'évaluation des richesses produites. Mais comment qualifier et quantifier la « croissance » du service rendu ?

Cette invasion des services dans la réalité et le discours économique pose bien d'autres questions dérangeantes. Je citerai ici ce qu'avait écrit André Gauron dans un plaidoyer pour la défense de l'industrie : *Pour la majorité des économistes comme pour les pouvoirs publics, il s'agit d'acter « le renversement de la dynamique industrie-services ». L'idée d'une « industrie moteur de l'économie, porteurs des gains de productivité les plus significatifs, animant une part importante de l'économie des services à travers le mouvement d'externalisation est remise en cause par la montée de l'économie de l'usage »¹³. L'industrie devient ainsi l'auxiliaire des services et la localisation de la production industrielle dès lors importe peu. L'objectif est qu'elle se fasse là où elle permet d'obtenir les biens les moins chers possibles pour ne pas peser sur ceux des services auxquels ils s'incorporent. Les interrogations suscitées par le déclin de l'industrie à partir des Etats généraux de 2010 n'ont pas remis en cause cette idée de l'avènement d'un nouveau modèle de croissance et de l'objectif de soutien aux services. L'économie des services et l'obsession de l'emploi continuent à orienter les décisions. (voir Pierre Veltz (2017) « La société hyper-industrielle », La République des Idées).*

Il y a peut-être une lecture duale des faits. Dans l'analyse des raisons de la préférence donnée à l'emploi peu qualifié par l'intermédiaire de la « baisse des charges », il y a certes la volonté politique (l'obsession de l'emploi) de trouver une réponse (de court terme glissant ?) au chômage massif qui affecte particulièrement les « actifs » sans qualification, et ça fait plus de 30 ans que ça dure ! Il y a aussi le moyen de diminuer le coût des services extérieurs (y compris les non marchands, d'où la lutte idéologique forcenée de l'ensemble de la nébuleuse libérale, de la droite dure à la « gauche » molle, pour réduire le nombre et cantonner les missions des « fonctionnaires ») ou externalisés, nécessaires à la production, à la commercialisation, à la gestion. L'externalisation est le symétrique (ou le dual) de la délocalisation : d'un côté abaisser le coût des services incorporés dans celui du produit, de l'autre produire moins cher les biens incorporés dans les services. « L'idéal-type »¹⁴ résultant d'une synthèse de l'économie fonctionnelle et de l'économie circulaire où les produits industriels sont définis par le service qu'ils peuvent rendre au cours de leur cycle de vie et conçus en tenant le plus grand compte du paradigme de l'éco-restructuration, en favorisant la prégnance d'une forme de design réalisant des architectures « sur-mesure » parce qu'adaptables et réalisées avec du modulaire réparable et recyclable, préfigure la symbiose généralisée du matériel et du relationnel, du produit et du service. « En réalité, production et usages se combinent et se codéterminent étroitement. Nous produisons ce dont nous avons ou aurons usage, en fonction de ses effets utiles et de la valeur éthique et écologique

¹² Selon Dominique Méda (La mystique de la croissance, Flammarion2013), *La comptabilité nationale est censée décrire la réalité de manière objective et scientifique, mais il s'agit d'une illusion : elle n'est pas une description neutre de la réalité, mais une construction à visée performative, destinée à orienter les actions et produire des effets dans une logique de « croissance ». C'est le produit d'une convention.* Ainsi l'utilisation du PIB aurait, selon elle, largement participé de cette confusion entre « croissance » et « progrès » : je partage cette conviction. Cette réserve faite, et elle est essentielle, le PIB en valeur reste un indicateur très utile à condition de connaître ses limites et ses insuffisances.

¹³ Conseil d'analyse stratégique, La sortie de crise : vers l'émergence de nouveaux modèles de croissance, octobre 2009.

¹⁴ L'idéal-type au sens de Weber est une production idéalisée, qui n'a qu'une valeur pratique pour le chercheur : il est le support de comparaisons et de classements et constitue une utopie qui doit aider à la réflexion.

qu'il incarne. Et nos usages font retour sur ce que nous produisons, pour le rectifier, le réorienter en permanence, les améliorer. Tout bien matériel est considéré comme un service potentiel, et non comme une marchandise à consommer ». Voilà qui décrit la nécessaire transition des « consommateurs » version Edouard Leclerc vers les « humains de la nouvelle civilisation », par laquelle se conclut *La question écologique* de Philippe Zarifian¹⁵.

Le PIB intègre donc une très large partie des services, ce qui vaut certainement mieux que la conception qui prévalait en Union soviétique, où l'on ne comptabilisait comme productives que les activités matérielles et où, a fortiori, l'on écartait du PIB les services non marchands. Mais, comme le rappelle notamment Jany Catrice, « *le PIB ignore une multitude d'activités qui, conventionnellement, sont exclues de son périmètre parce qu'elles sont rendues à titre non monétaire : la production domestique, l'éducation des enfants au sein de la sphère familiale, les activités bénévoles et associatives. Indicateur conçu comme une moyenne (notamment lorsqu'on évoque le PIB par habitant pour comparer la « richesse » économique des nations), le PIB ne tient en outre compte ni des effets de répartition (inégalités économiques et sociales, pauvreté), ni du degré de cohésion sociale de la société. Indicateur de flux, il ne reflète aucun stock, et n'enregistre donc pas les dégradations patrimoniales, d'ordre écologique ou social, liées à la pression anthropique. Or, cela est acquis maintenant, la terre et ses écosystèmes se détériorent depuis l'entrée des sociétés occidentales dans l'industrialisation et ce phénomène s'accélère depuis la fin du XX^{ème} siècle. L'activité économique épuise ainsi les stocks de ressources fossiles non renouvelables et altère les ressources renouvelables au-delà de leur capacité naturelle de régénération* ».

Cela suffit à disqualifier le PIB comme indicateur du bien-être¹⁶ et donc la croissance du PIB comme objectif majeur et synthétique de toute politique de développement, c'est-à-dire tournée vers un futur (désirable) pouvant donner un sens, obligatoirement transgénérationnel, au « progrès », associant tous les sens du mot sens, celui de l'orientation et celui de la signification. Comme le dit Harribey, « *l'addition du PIB n'est pas fausse. Elle représente la valeur monétaire d'une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur ; cependant, il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur marchande¹⁷ ni plus-value, mais ayant tout de même une valeur monétaire socialement reconnue, et, en outre, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail* ». Une autre idée dominante de la classe dominante est que les services non marchands sont financés par un prélèvement sur la richesse produite dans la sphère marchande de l'économie¹⁸. Il y a là le fruit de la convergence fâcheuse, quoique non souhaitée, entre une conception marxiste rabougrie du travail productif (celle ayant présidé à l'établissement de la comptabilité nationale soviétique comme indiqué plus haut) et la conception néoclassique selon laquelle il n'est de richesse (valeur) que dans la valeur d'échange, la seule qui puisse se transformer en capital.

Au niveau macroéconomique, l'accumulation du capital et, de manière générale, tout développement économique, exigent une création monétaire qui anticipe le surplus social qui

¹⁵ L'Harmattan, collection Logiques sociales 2011

¹⁶ « *Quoi que nous puissions dire par ailleurs sur la relation entre le PIB et le niveau de satisfaction dans la vie, il est clair qu'ils ne mesurent pas le même type d'utilité.* » Tim Jackson, *Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité*, De Boeck 2010

¹⁷ Rappelons qu'une partie de la valeur marchande est constituée de nuisances qui ne sont pas à proprement parler de la richesse.

¹⁸ Cette opinion est conjuguée avec celle que nous rabâchent les organisations patronales selon laquelle les seuls « vrais emplois » sont ceux créés dans la sphère marchande, ce qui reviendrait à dire par exemple qu'un « vrai » médecin ne peut travailler que dans une clinique privée et non dans un hôpital public...

sera produit. Pour Schumpeter, ce n'est que grâce à la modification volontaire, par l'entrepreneur, des conditions technologiques de la production et de la distribution que se dégage ce surplus qu'est le profit. Cette modification consiste précisément en l'innovation et, dès lors, tout s'enchaîne : pour financer l'innovation, l'entrepreneur emprunte, suscitant de la part des banques une création monétaire ; ainsi du capital se forme, qui doit être rémunéré par l'intérêt ou les dividendes ; ce dernier sera payé grâce aux profits dégagés par l'innovation. Selon Keynes, le niveau de la production est déterminé par l'anticipation que les entreprises font de la « demande effective » pour la période suivante. Elles doivent commencer par se procurer de la monnaie avant de pouvoir commencer à produire. Elles vont donc émettre des titres, plus précisément des titres à court terme pour financer la production qu'elles pourront vendre rapidement et des titres à long terme pour financer leur investissement. Comme l'indique Harribey¹⁹, « *la création monétaire qui permet de mettre de l'argent à la disposition [de l'entrepreneur schumpétérien ou keynésien] représente une anticipation de la valeur qui sera produite ensuite par la force de travail mobilisée grâce au prêt et, là encore, la mise à disposition n'est pas création de valeur, à tel point que, si l'anticipation s'avérait non fondée parce que l'investisseur a failli, nulle valeur ne sortirait du processus avorté* ». Plus généralement, pour Harribey, « *dans une économie monétaire de production, où la séparation marchande domine, l'épargne ne détermine pas l'investissement ; celui-ci dépend des décisions de ceux qui anticipent l'avenir (des débouchés pour l'investissement privé, et des besoins collectifs pour l'investissement public)* ». En étendant à la production des services publics « non marchands » le principe keynésien de l'anticipation présidant à l'évaluation de la « demande effective », il affirme la légitimité de la dette publique lorsqu'il s'agit de financer la production d'une richesse collective sous forme, par exemple, d'éducation, de santé, de recherche ou d'infrastructures publiques. « *Le travail effectué dans les services non marchands est véritablement productif de richesse sociale et de valeur économique, et la monnaie est bien un opérateur social d'homogénéisation des travaux* ». Les besoins humains sont satisfaits par des valeurs d'usage matérielles ou immatérielles produites sous la coupe du capital ou de la collectivité. Le fait que certaines valeurs d'usage ne s'obtiennent que par la médiation du capital, qui se valorise au passage, n'implique pas que la valeur monétaire non marchande résulte d'un transfert d'une partie de la valeur monétaire marchande. « *La collectivité anticipe l'existence de besoins collectifs et produit des services propres à les satisfaire. La force de travail qui en est à l'origine ne s'échange pas contre du revenu qui est prélevé mais qui est produit* ». En 2005 l'Etat a concédé le réseau autoroutier de 7 000 kilomètres dont la plupart étaient largement amortis, à trois multinationales du béton et du transport (Vinci, Eiffage et la société espagnole Abertis) pour la somme de 14,8 milliards d'euros²⁰. En 2014, un avis de l'Autorité de la concurrence, met en évidence la "rentabilité exceptionnelle" de ces sociétés estimée, pour l'année 2013, entre 20 et 24%. Pourtant personne ne s'autoriserait à dire que le service rendu est meilleur qu'avant la privatisation. Ce service « marchand » est considéré comme produisant de la valeur (notamment pour l'actionnaire on l'a vu !) alors que l'entretien des routes « nationales » par l'Etat, représentant un service « non marchand » de la même nature, serait supposé ne pas être productif de valeur²¹ ?

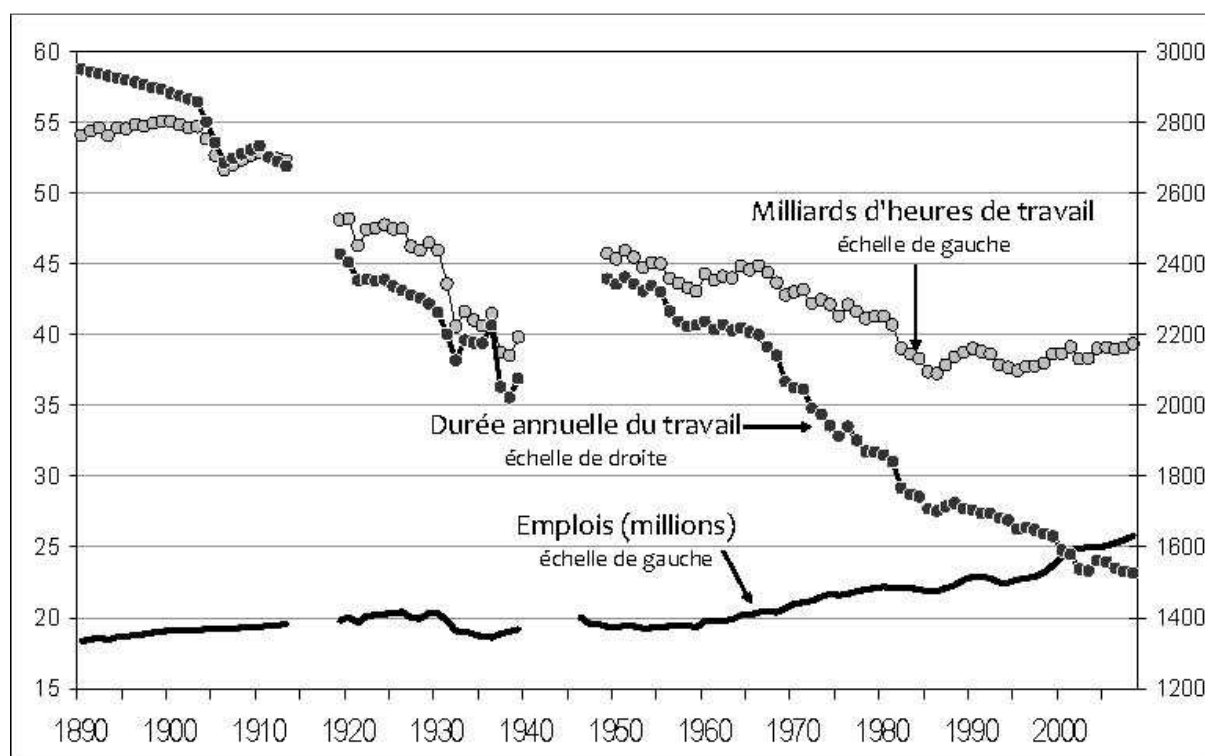
¹⁹ *Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique*, Jean-Marie Harribey * Economie appliquée, An international journal of economic analysis, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96

²⁰ soit un manque à gagner, estimé par la Cour des comptes à 10 milliards d'euros...

²¹ Mais certains libéraux théoriciens de la croissance endogène se sont avisés maintenant de l'existence d'externalités positives engendrées par l'Etat... Ou comment un néologisme permet de contourner ou d'escamoter un débat économique et politique de fond.

3. CROISSANCE DU PIB, EMPLOI ET RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Comme l'a décrit Husson²², « à l'échelle du siècle (1890-2008), la productivité horaire a augmenté plus vite que le Pib (2,5%, contre 2,2%) et ce même rapport est observé sur toutes les sous-périodes, que ce soit les « Trente glorieuses » (1950-1975) ou la phase néolibérale (1980-2008). La croissance s'accompagne donc toujours à moyen terme de gains de productivité équivalents, ce qui veut dire que l'effet sur l'emploi de la croissance « nette » (Pib – productivité horaire) est voisin de zéro, voire négatif. C'est donc principalement la réduction du temps de travail qui permet de créer durablement des emplois : de l'ordre de 0,7% sur chacune des sous-périodes ».



Source : Insee; Pierre Villa, *Un siècle de données macro-économiques*.

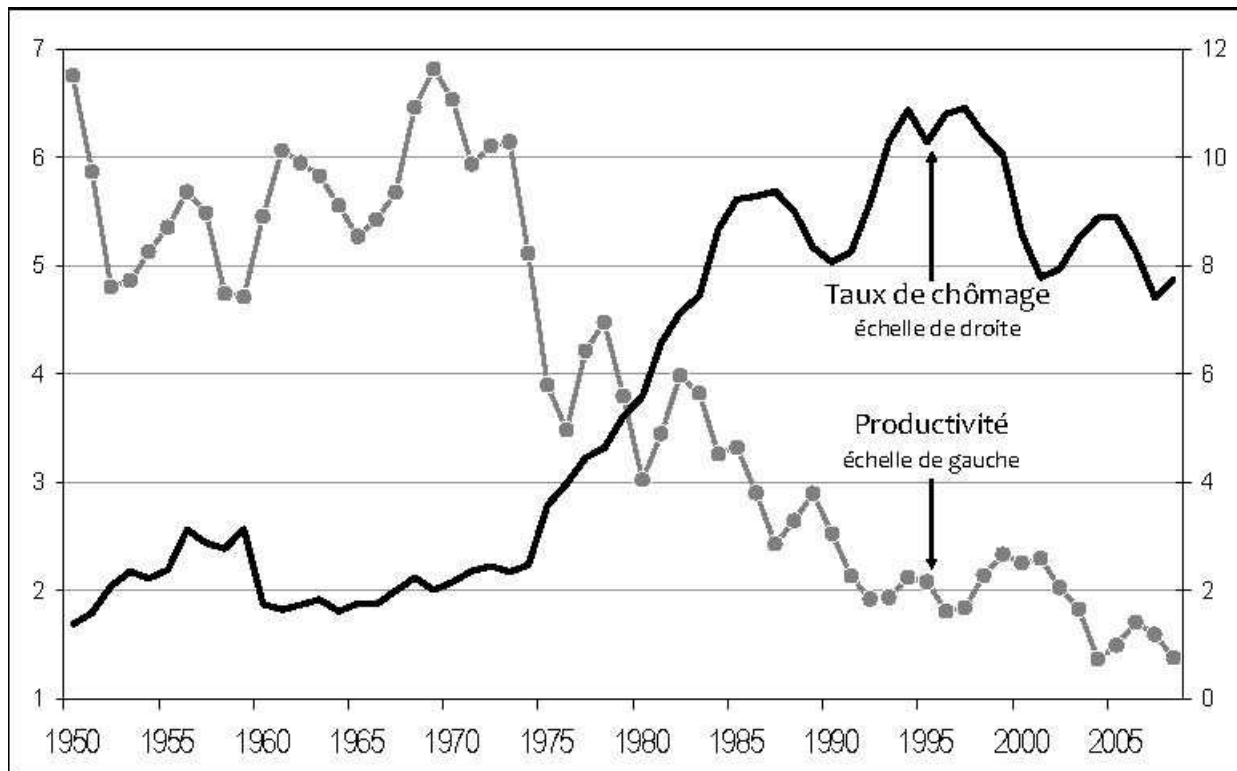
CROISSANCE, PRODUCTIVITÉ ET EMPLOI. FRANCE 1962-2004

	Avant-guerre 1890-1939	Trente glorieuses 1950-1975	Néolibéralisme 1980-2008
Pib	0,9	5,0	2,0
Productivité horaire	1,5	5,3	2,2
Volume de travail	-0,6	-0,3	-0,2
Durée du travail	-0,7	-0,7	-0,7
Emploi	0,1	0,5	0,5

²² Dans un papier intitulé *Droit à l'emploi et Revenu universel* où il critique sauvagement ce dernier mais sur lequel je vais m'appuyer pour donner un autre éclairage...

Il ajoute, « Si la durée du travail était restée la même depuis 1890, l'emploi (à croissance du PIB inchangée) ne serait plus aujourd'hui que de 12 millions, et le taux de chômage atteindrait 55% au lieu de 10% ! Ce scénario absurde d'économie-fiction permet de constater que les gains de productivité ont été, sur le long terme, répartis en deux principaux usages. Le premier est l'accroissement du niveau de vie, puisque le PIB par tête a augmenté de 1,9% par an entre 1890 et 2008, soit une multiplication par 9,7. Mais cette progression est inférieure à celle des gains de productivité horaire, ce qui signifie que ces derniers ont été en grande partie affectés à la réduction du temps de travail, et donc à des créations d'emplois qui ont empêché le taux de chômage d'exploser ». Il n'existe pas de lien direct entre productivité et chômage, et on peut le vérifier plus précisément sur l'évolution des soixante dernières années.

CHÔMAGE ET PRODUCTIVITÉ. FRANCE 1950-2008



Source Insee

Le nombre total d'heures travaillées a baissé de 54,1 milliards d'heures en 1890 à 39,4 en 2008. Il y a donc indéniablement une tendance lourde à ce qu'on pourrait appeler une « raréfaction » du travail productif de valeurs monétaires avec une population active²³ qui a pourtant considérablement augmenté, et qui continue à le faire en dépit d'une entrée plus tardive²⁴ sur le « marché » du travail.

L'histoire est ainsi résumée par Husson²⁵ : « la crise du milieu des années 1970 s'est traduite par un ralentissement conjoint de la croissance et de la productivité. Lors de la transition entre ces deux périodes, un « stock » de chômage a été accumulé, et il n'a pas été

²³ Celle par rapport à laquelle on mesure « conventionnellement » le taux de chômage... Elle est la somme de la population en emploi et de la population au chômage au sens du BIT.

²⁴ Passé de 18,5 à 22,5 ans entre 1970 et 2005, *Premier rapport du conseil d'orientation des finances publiques*, février 2007.

²⁵ La France du travail, L'Atelier/Ires, 2009.

possible par la suite de s'en débarrasser. Il aurait fallu que la réduction de la durée du travail s'opère à un rythme un peu plus soutenu, comme le montre la marche d'escalier franchie par l'emploi lors du passage aux 35 heures. Cette lecture conduit à relativiser l'influence des institutions et des réformes du marché du travail sur la trajectoire de l'emploi. Les politiques de flexibilisation n'ont pas conduit à des créations d'emplois pérennes et elles ont surtout contribué à la diffusion des formes atypiques d'emploi et à une réduction du temps de travail qui prend la forme du temps partiel et du chômage. La crise actuelle va conduire à un nouveau bond en avant du taux de chômage qui passerait selon l'OFCE de 7,4% en 2008 à 10,2% en 2010 ». Cette prévision s'est malheureusement révélée exacte et durable... L'article cité ci-dessus conclut au caractère central de la réduction du temps de travail dans la dynamique de l'emploi. Il démontre que l'objectif du « plein emploi » est pratiquement indissociable de celui de la réduction du temps de travail. Il en profite pour, « en passant », faire la peau du Revenu universel. Il passe de l'instruction au procès²⁶ en fustigeant l'un de ses promoteurs, André Gorz, ce qui est son droit et est, pour une part, mérité²⁷. Il met notamment en cause le cheminement qui a fait passer ce dernier de la distinction entre « travail hétéronome » et « travail autonome »²⁸, à l'excommunication du travail salarié comme vecteur potentiel d'émancipation. Husson a raison de faire valoir le caractère complexe et paradoxal du travail, notamment dans le système capitaliste ; de rappeler les mots de Christophe Dejours selon lequel « une grande partie des souffrances au travail ne proviennent pas tant de la situation de dépendance elle-même mais du déchirement qu'elle implique par rapport à une aspiration profonde à trouver plaisir et dignité dans son travail »²⁹ ; de rappeler que la perte de l'emploi et l'éloignement croissant à l'égard du travail conduisent à un sentiment d'inutilité sociale chez ceux qui font partie de ce que Robert Castel appelait les « surnuméraires » ; de rappeler que la majorité des chômeurs aspire à retrouver un emploi, et qu'une bonne proportion d'entre eux y sont disposés, même si les emplois auxquels ils accèdent sont particulièrement précaires et ne leur procurent pas toujours un revenu supérieur aux allocations auxquelles ils peuvent prétendre ; de rappeler enfin que le développement de l'activité des femmes est un autre symptôme de cette aspiration contradictoire, puisqu'il a continué, malgré la montée du chômage et en dépit des discriminations auxquelles se heurtent les femmes au travail. Il aurait pu également abondamment citer le livre³⁰ *Travailler pour être heureux ?* notamment le chapitre 8 « les quatre sources du plaisir au travail », dans lequel cette complexité et les paradoxes qui l'illustrent sont explicités, sur la base d'enquêtes permettant une analyse fine selon les professions, les niveaux « hiérarchique », les générations, le genre etc., y compris en croisant ces différents critères. Il en résulte une vision que l'on peut appeler objective, dans la mesure où elle est à la fois démythifiée et sociologiquement instruite.

Selon Husson, Gorz, dans sa logique, en vient à esquisser un modèle social qui repose sur une déconnexion entre revenu et travail. Mais il le fait sous une forme hallucinante : le

²⁶ Voir la note 19 ci-dessus... Même si c'est l'objectif visé en premier lieu, l'argumentation qui y est développée peut être utilisée pour un dessein plus « constructif » ...

²⁷ Il en profite pour embarquer dans la même galère Dominique Méda, en faisant référence à son (premier) livre *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Aubier, 1995 (il y a plus de 20 ans !) sans faire mention du fait que sa pensée a depuis beaucoup évolué (voir les chapitres 16 à 18 de l'un de ses derniers livres *La mystique de la croissance* 2013, avec d'ailleurs un graphique de Husson !), ce qui me semble « politiquement incorrect ».

²⁸ La sphère de l'hétéronomie regroupe « l'ensemble des activités spécialisées que les individus ont à accomplir comme des fonctions coordonnées de l'extérieur par une organisation préétablie » alors que celle de l'autonomie est celle de la liberté.

²⁹ « *Le sujet qui travaille* », toujours selon Christophe Dejours, « est écartelé entre trois rationalités : celle de l'efficacité productive, celle de l'accomplissement de soi et de la construction de sa santé physique et mentale, et celle du vivre ensemble dans le travail ».

³⁰ Christian Baudelot, Michel Gollac Fayard 2003.

secteur productif y serait centralement planifié et constituerait « *une sphère bien à part, clairement circonscrite, dans laquelle prévalent des conduites techniques trivialisées et hors de laquelle s'étend l'espace de l'autonomie complète* ». Husson y voit là, à juste titre, une contradiction : les détenteurs des moyens de production doivent perdre le contrôle sur les choix de production, tandis que l'autogestion par les travailleurs des « grands systèmes » est déclarée impossible. Qui est alors l'agent de cette planification ? Pour Gorz, ce seraient « *les associations, les églises, les universités, les clubs et les mouvements se donnant pour but non pas d'exercer sur la société le pouvoir d'Etat mais de soustraire celle-ci à la prise de celui-là afin d'élargir l'espace de l'autonomie et de l'autodétermination, qui est aussi celui des rapports éthiques* ». Je n'ai pas lu directement cet auteur, mais si je me fie à ce qu'en rapporte Husson et je n'ai aucune raison de ne pas le faire, plus qu'une contradiction j'y vois potentiellement une ineptie. On ne peut s'en remettre à la magie du « bottom up » pour répondre à la question essentielle du mode de décision et de gestion dans les principaux domaines socialisés que sont les transports, le logement, la protection sociale, l'éducation, la santé, la défense, le droit du travail, etc... Un tel programme ne peut être attaqué que par les deux bouts, car il ne me paraît pas possible non plus que les différentes transitions à opérer, conjointement et solidairement, puissent résulter de « l'application » d'un plan central, voire régional, pondé, ficelé et contrôlé par un corps d'experts. En cela je suis en parfait accord avec Jean Gadrey qui dans un de ses blogs a livré cette appréciation : « *Il m'est arrivé d'écrire que l'on ferait mieux de privilégier des milliers de « petits et moyens projets utiles », à échelle humaine, proches des gens, bons pour l'emploi de qualité, bons pour l'environnement, le lien social, le bien vivre et la démocratie. Je persiste. Mais pour cela, on a absolument besoin de grandes politiques sociales, écologiques, économiques et même financières, élaborées selon des pratiques démocratiques étendues et vivantes, faute de quoi les projets utiles, qui existent déjà partout, seront freinés en qualité et en extension. Il faut de grands projets politiques de réduction des inégalités, de récupération du foncier péri-urbain, de réhabilitation thermique des logements existants, d'aides à l'habitat groupé autogéré, de discrimination positive pour les énergies renouvelables, d'incitations aux circuits courts, de transports collectifs locaux et régionaux propres et pratiques, de fiscalité écologique et sociale, de reprise de contrôle de la finance et du crédit, de développement massif de services de « care » non fondés sur la lucrativité, de sécurisation des parcours professionnels dans la transition, etc... Les innombrables initiatives locales ouvrent souvent la voie. Elles permettent de croire qu'un autre monde est possible puisqu'on peut voir des modèles réduits qui marchent en dépit d'un contexte défavorable. Elles ne suffiront pas à faire basculer les consciences et les pratiques. Les herbes qui poussent dans les fissures du béton du vieux monde contribuent à le faire craquer. Mais le projet d'une transition vers un autre monde suppose d'organiser politiquement leur semis, leur culture et leur récolte* ».

J'approuve aussi complètement le point de vue de Husson : « *la mise en œuvre de la réduction du travail passe (...) par une contestation pratique des rapports sociaux à l'intérieur même des entreprises sous forme d'un contrôle exercé par les salariés sur les embauches, les conditions et l'organisation du travail*³¹. Elle s'appuie dans le même temps sur la garantie de ressources des travailleurs et la continuité du revenu, qui implique un changement radical dans la distribution des richesses produites. Il s'agit donc d'articuler la

³¹ Il ajoute : « *Pour avancer vers le plein emploi, il faut imposer aux patrons une norme de réduction du temps de travail, le contrôle sur les embauches, les cadences et les horaires, autrement dit enclencher un processus de dépérissement du marché du travail et de socialisation de l'emploi. La lutte pour l'abolition du chômage tend alors à se transformer en un mouvement d'abolition pratique du salariat* ». Si je suis bien la pensée prospective de Husson, et je la suis effectivement, il faudra tôt ou tard réintroduire l'abolition du salariat dans les statuts de la CGT que le congrès de décembre 1995 a fait disparaître... En attendant le « dépérissement de l'Etat » !

libération du temps et la transformation du travail, plutôt que d'opposer la revendication d'un revenu garanti à celle de nouveau plein emploi ». Mais j'ajoute que la proposition d'un revenu garanti (la garantie n'est-elle pas une forme fondamentale de l'universalité ?) n'exige aucun renoncement. La conception de Gorz d'un revenu universel qui pourrait libérer l'homme hors travail sans libérer l'homme au travail est passablement absurde et sûrement schizophrénique. Cependant cette conception, comme celle des « libéraux », ne peut pas être brandie pour foudroyer a priori toute velléité de donner au revenu universel un autre contenu et d'autres objectifs ; dont l'un des principaux devrait être d'ailleurs de réconcilier la vie au travail avec la vie hors-travail³² et ce pour au moins deux raisons fondamentales : même si la durée du travail productif direct continuera tendanciellement à diminuer, son importance et sa créativité pour construire les transitions et renouveler nos modes de vie, de façon durable et désirable, est cardinale ; pour que la mobilité professionnelle et sociale et l'épanouissement qu'elle peut procurer ne soient plus l'apanage d'une fraction élitaires de la société mais devienne une conquête démocratique, il faudra qu'un temps d'activité plus important soit consacré dans toute vie à en garantir la promesse et l'effectivité³³, que ce temps soit économiquement et statutairement protégé, ce à quoi pourrait décisivement contribuer une forme adéquate de revenu universel³⁴. Il reste que l'existence d'un revenu universel ne serait pas de nature à couvrir tous les risques. Aucune politique de revenus ne saurait nous dispenser de la construction patiente mais résolue d'une « sécurité sociale professionnelle » elle-même à vocation universelle. Dans une période historique qui doit impérativement être consacrée à la mise en œuvre simultanée et cohérente de nombreuses transitions fondamentales, énergétique, écologique, économique, démocratique, il est impossible d'imaginer que cet énorme travail pourrait s'effectuer sans un renforcement de la cohésion sociale, laquelle ne peut résulter que d'un renforcement des solidarités du niveau local au niveau européen. Un tel effort doit en effet être mené en combinant la redistribution des richesses au niveau national³⁵ et des approches territoriales s'appuyant sur le dynamisme des réseaux productifs locaux de biens et de services, leurs capacités d'innovation et de coopération sectorielle ou transversale, de mutualisation des risques et des investissements d'opportunité, en les affranchissant, par des politiques publiques concertées, de la tutelle pesante, potentiellement stérilisante, des groupes multinationaux³⁶. Une des orientations essentielles de ce programme réside dans la promotion des « communs » qui consistent en des formes nouvelles de partage et de distribution du droit de propriété, sous la forme de droits d'accès, d'usage, de prélèvement, d'exploitation entre différentes parties prenantes. Ces communs sont à la fois matériels, fondés sur les ressources naturelles et immatériels, fondés sur la connaissance. Les « communs de la connaissance » prennent progressivement une place déterminante, structurelle, car comme le précise la terminologie d'Elinor et Vincent Ostrom, les communs sont des « relations contraintes par des normes » définies par un ensemble d'individus afin de gérer leur environnement biophysique :

³² Selon Vincent de Gaulejac, « *il (le travail) ne peut, du moins aujourd'hui, être pensé comme une sphère séparée des autres dimensions de la vie personnelle et de la vie sociale. La distinction travail / hors travail devient floue. Les transformations constatées dans le monde du travail se répercutent dans les autres sphères de l'existence* ».

³³ Pour relever massivement le niveau de qualification des actifs par la conjugaison d'une meilleure formation initiale et un développement sans précédent de la formation continue tout au long de la vie, et pour permettre un engagement individuel et collectif plus grand, tant dans la cité que dans l'entreprise, sans oublier l'investissement d'un temps plus grand et (ou) de meilleure qualité dans la famille comme dans tous les réseaux de sociabilité. N'oublions pas que la démocratie athénienne comme la *philia* aristotélicienne ne s'accommodaient pas du travail qui était réservé aux esclaves : le pédagogue y était un esclave, comme l'architecte a été souvent un serf dans la Russie tsariste...

³⁴ Les néoclassiques sont incapables d'expliquer le chômage autrement que par un arbitrage des individus en faveur du loisir et au détriment du salaire. D'où la question posée par l'économiste australien Keen : « *Comment quelqu'un peut-il profiter du temps de loisir sans revenu ? [...] En réalité, la seule "activité de loisir" à laquelle on peut consacrer plus de temps avec un revenu inférieur est le sommeil.* »

³⁵ au niveau européen également, en prenant l'exact contrepied de ce qui a ruiné la Grèce et plombé l'Europe du sud...

³⁶ Je ne fais ici que reprendre la conclusion de mon article *N'insultons pas l'avenir*.

le partage de la connaissance et de l'information est essentiel à la réussite et à la pérennité de tous les types de communs³⁷. Ils doivent aussi être protégés du mouvement moderne des « enclosures »³⁸ reposant, par exemple, sur une conception extensive et prédatrice de la propriété intellectuelle ou encore une emprise algorithmiquement pilotée mettant en cause le principe de « neutralité » de l'internet...

4. VALEUR-CAPITAL ET VALEUR-TRAVAIL

Ce papier a commencé par une approche critique du PIB en tant que grandeur économique et de sa croissance en tant qu'indicateur politique. Il l'a fait en faisant référence (et révérence ?) à des auteurs (trois principalement), le plus souvent économistes « hétérodoxes »³⁹ ou « atterrés », qui ne partagent pas forcément les mêmes présupposés théoriques, notamment s'agissant de la notion complexe et polysémique du terme valeur, mais peuvent toutefois s'entendre sur des orientations majeures.

Tous (et moi avec !) s'entendent pour adresser la même critique aux libéraux contemporains « *qui assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et qui n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux, la satisfaction des besoins ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande, confondue avec celle des valeurs d'usage* »⁴⁰.

Plusieurs⁴¹ continuent à se référer à la théorie de la valeur-travail. Pour eux, « *on sait établir une correspondance entre les prix et l'équivalent monétaire d'une certaine quantité de travail qui, certes, rompt la correspondance exacte micro-économique avec le travail incorporé au sens de Ricardo, mais qui établit définitivement que, sur le plan global, seul le travail crée de la valeur nouvelle* ». Ils en veulent notamment pour preuve « *qu'à long terme, les prix baissent au fur et à mesure que progresse la productivité du travail* ». Est-il vrai que les marchandises n'ont qu'une seule qualité en commun, celle d'être des produits du travail ? Non répond Jean Gadrey, elles ont bien d'autres dénominateurs communs. En particulier, « *elles incorporent toutes, sous des formes diverses, de la matière issue de la nature* ». *Et même si cette matière a été en partie produite par du travail humain (dans l'agriculture, l'extraction, etc.), elle a aussi été produite par des processus naturels qui disparaissent de l'analyse de la « valeur » dès lors que seul le travail est pris en compte* ». A mon avis, une telle analyse reste toutefois compatible avec le point de vue de Keynes qui ne se référait pas le moins du monde à la théorie marxiste de la valeur : « *Nos préférences vont par conséquent à*

³⁷ Voir Charlotte Hess et les autres, in *Le retour des communs, la crise de l'idéologie propriétaire*, sous la direction de Benjamin Coriat.

³⁸ A titre d'exemple, les fournisseurs d'accès à internet veulent faire financer leur activité sur un marché double face : d'une part, l'utilisateur qui va payer son accès, et, d'autre part, l'opérateur de service (réseaux sociaux, e-commerce, vidéo en ligne...) qui devra, s'il en a les moyens, verser des marges-arrières pour que son application ou service atteigne rapidement l'utilisateur. Il s'agit là d'une enclosure majeure qui permettrait aux plus grands groupes de monopoliser plus encore l'espace numérique, et déposséderaient les usagers d'un outil d'accès universel à toutes les cultures et savoirs.

³⁹ Pour les « orthodoxes » je renvoie à cette description qu'en a donnée Bourdieu : « *sans partager nécessairement les intérêts économiques et sociaux des vrais croyants, les économistes ont assez d'intérêts spécifiques dans le champ de la science économique pour apporter une contribution décisive, quels que soient leurs états d'âme à propos des effets économiques et sociaux de l'utopie qu'ils habillent de raison mathématique, à la production et à la reproduction de la croyance dans l'utopie néolibérale. Séparés par toute leur existence et, surtout, par toute leur formation intellectuelle, le plus souvent purement abstraite, livresque et théoricien, du monde économique et social tel qu'il est, ils sont particulièrement enclins à confondre les choses de la logique avec la logique des choses* ». Celle de Bernard Maris n'est pas mauvaise non plus...

⁴⁰ Selon une formulation d'Harribey

⁴¹ c'est le cas notamment de François Morin, Jean-Marie Harribey, Michel Husson...

la doctrine pré classique que c'est le travail qui produit toute chose, avec l'aide de l'art comme on disait autrefois ou de la technique comme on dit maintenant, avec l'aide des ressources naturelles, qui sont libres ou grevées d'une rente selon qu'elles sont abondantes ou rares, avec l'aide enfin des résultats du travail passé incorporés dans les biens capitaux, qui eux aussi rapportent un prix variable suivant leur rareté ou leur abondance. Il est préférable de considérer le travail, y compris celui de l'entrepreneur et de ses assistants, comme le seul facteur de production ; la technique, les ressources naturelles, l'équipement et la demande effective constituant le cadre déterminé où ce facteur opère »⁴². De plus, pour Gadrey, d'autres qualités communes, écologiques ou sociales, existent : « par exemple, toutes les marchandises ont un « bilan carbone » ou un bilan énergétique, etc.. Toutes incorporent à des degrés divers des biens communs multiples, des normes sociales ou sociétales, du droit du travail etc.. ». Comme aurait pu le dire Marx en se relisant et comme l'a presque dit Engels⁴³ en mettant les choses au point, il y a toujours du superstructurel dans l'infrastructurel, et il est structurant⁴⁴.

Tous se posent une question fondamentale : celle de la prise en considération de la nature dans la théorie économique ou de celle la subordination des prétendues « lois » économiques (un tantinet usurpatrices...) aux lois de la nature et à l'éthique des rapports que nous entretenons avec elle, car comme le disent Catherine et Raphaël Larrère⁴⁵, « le changement climatique remet en cause la distinction traditionnelle entre histoire de la nature et histoire humaine ». Cette question déborde très largement les seuls aspects de la qualité de l'environnement immédiat de chacun d'entre nous : elle soulève désormais des défis gigantesques quant à la place de l'homme et de ses activités dans l'équilibre et la reproduction de la nature et de l'ensemble des écosystèmes. C'est d'ailleurs le terme d'environnement qui est peut-être lui-même à bannir, tant il peut apparaître comme le symptôme de la persistance d'une vision myope parce qu'anthropocentrée. La voie qui consiste à intégrer cette question dans le corpus de la macroéconomie par des expédients « théoriques » ad hoc (et pourtant souvent inadéquats) comme l'internalisation des externalités ou la valorisation du « capital naturel » (venant après celle tout aussi réductrice du « capital humain ») semble conceptuellement erronée et politiquement perverse. Le principe pollueur-payeur par exemple a une valeur pratique incitative parce que punitive (si la taxe est à un niveau suffisant, ce qui n'est pas toujours le cas.), mais il a le défaut de justifier, aussi longtemps que la puissance des lobbys le permet, la résistance ou l'aterrissement vis-à-vis des méthodes de prévention de

⁴² cité par Harribey

⁴³ « Selon la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si donc quelqu'un le dénature en ceci que le facteur économique est le seul déterminant, il transforme ainsi cette proposition en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers facteurs de la superstructure * - les formes politiques de la lutte des classes et ses résultats, les constitutions établies par la classe victorieuse, etc. , les formes de droit, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes de dogmes * - exercent aussi leur action sur le cours des luttes historiques et, dans bien des cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a une action réciproque de tous ces facteurs au sein desquels finalement le mouvement économique se fraye un chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si éloignée ou si indémontrable que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait plus simple que la résolution d'une simple équation du premier degré. »

ENGELS Lettre à Joseph Bloch, Londres le 21 septembre 1890.

⁴⁴ Comme le dit Gadrey, c'est du côté des biens communs ou des « communs » (écologiques, sociaux, démocratiques, monétaires, infrastructurels, culturels... incluant des droits universels autant que des communs locaux), du côté des luttes pour leur appropriation et gestion communes, du côté de la critique sociale des rentes multiples (monétaires ou non) liées à la privatisation des communs, que se trouve le dépassement anti-économiste du marxisme adapté à la crise systémique actuelle et à la recherche de voies de sortie.

⁴⁵ *Penser et agir avec la nature*, La Découverte 2015

type normatif comme celles qui ont présidé à l'adoption du règlement européen Reach (dont le concept mériterait d'être analogiquement étendu bien au-delà de la sphère des produits chimiques). Avec Harribey, il faut redire « *que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles sont de la richesse mais n'ont pas de valeur monétaire* ».

Gadrey quant à lui défend une idée subversive tant par rapport à l'ordre établi capitaliste qu'à l'analyse marxiste orthodoxe, congruente bien sûr avec son propre renoncement à la théorie de la valeur : « *le capitalisme ne vit pas de profits, il vit de rentes (et de rapports de forces pour les maintenir ou les augmenter). Contrairement à Marx qui voyait dans la rente foncière une sous-catégorie du profit capitaliste, ce dernier n'est que l'une des modalités, fondée sur l'appropriation privée des grands moyens de production et d'échange, de l'extraction de rentes, la rente actionnariale en étant la forme ultime au stade néolibéral* ». Il va encore plus loin dans la rentabilisation de son concept de « rente généralisée » en y voyant le produit final de la marchandisation du monde qui s'empare des ressources naturelles les plus vitales (la terre, le sous-sol, les forêts, l'eau...) ; qui confisque les connaissances les plus traditionnelles et ou les plus « prometteuses » pour les breveter, les accaparer, en contrôler la diffusion et l'exploitation ; qui enserre ou étouffe le débat démocratique sous le contrôle ou l'influence des réseaux liant les « élites » politiques et les milieux d'affaires, ou encore des médias, dont la plupart sont sous la coupe directe ou indirecte des mêmes milieux. Autant de modalités de production de « rentes » diverses associées à chacune des « ressources » collectives ainsi privatisées⁴⁶.

Comme l'a décrit Piketty, cette rente qui gonfle est bien ce qu'il y a de plus « gonflant » dans l'actuelle dynamique du capitalisme : le patrimoine est très inégalement réparti, avec la moitié la moins riche de la population en possédant moins de 5% et le centième le plus riche un quart⁴⁷. Piketty met également en avant l'émergence d'une « classe moyenne patrimoniale » (essentiellement des petits propriétaires, représentant conventionnellement 40% de la population située entre les 10% les plus riches et les 50% les plus pauvres). Durant la période post seconde guerre mondiale, cette classe moyenne a détenu un quart à un tiers de la richesse nationale dans de nombreux pays européens et aux Etats-Unis. L'augmentation numérique de cette couche sociale est selon lui la principale transformation de la structure de la distribution de la richesse au XX^{ème} siècle. A-t-elle constitué une base pour l'émergence d'une nouvelle conscience de propriétaire d'un « petit » patrimoine (immobilier et financier) légitimant la tendance à s'identifier ou à se comparer à un « groupe de référence » situé au-dessus de son « groupe d'appartenance », et rendant plus perméable au discours des élites économiques sur le caractère prédateur des finances publiques et la glorification de l'individualisme patrimonial décrit par André Orléan ? Sur la base de ce legs des conditions économiques exceptionnelles offertes après la guerre, la classe moyenne des petits

⁴⁶ Il y ajoute *des rentes symboliques liées à (...) l'impérialisme du langage et de la culture des dominants* visant à exclure de l'usage de ce bien commun *ceux qui n'ont pas « les mots pour le dire »*, à produire chez les *citoyens de la relégation, de la résignation et de la perte de confiance en soi et en ses collectifs d'appartenance : une rente politique qui peut, comme les autres, être « convertie »* (Bourdieu) *en rente monétaire*. A l'instar de la « mort des cons » selon le diagnostic du général de Gaulle, l'euthanasie des rentiers rêvée par Keynes est décidément un vaste programme...

⁴⁷ Le simple fait que le taux de rendement du capital soit supérieur au taux de croissance de l'économie alimente une implacable dynamique inégalitaire. Après avoir atteint un point bas en 1970, l'inégalité patrimoniale semble de nouveau en augmentation : la part du patrimoine national possédée par le centième le plus riche passe ainsi de 28 à 34% aux États-Unis, de 23 à 28% au Royaume-Uni et de 22 à 24% en France. Plus encore, d'après les travaux d'Emmanuel Saez et de Gabriel Zucman de 2014, aux États-Unis la part du top 0,1% est multipliée par 2,3 entre 1970 et 2010 passant de 10% à 20% des patrimoines. Les inégalités de patrimoine aux États-Unis retrouveraient les niveaux atteints dans les années 1920. Ce phénomène de retour du capital rejoint par son amplitude l'émergence des Working Rich, sans pour autant l'égaliser – la part du top 0.1% des salaires est multipliée dans le même temps par 3,9 passant de 1,1% de la masse salariale à 4,1%.

propriétaires s'est maintenue, bien que menacée, dans sa strate inférieure, par une augmentation de la pauvreté liée à la baisse ou à la précarité des revenus (pouvant se présenter sous les traits d'une dérive générationnelle), générant un sentiment de frustration relative ou une peur du déclassement⁴⁸ typique de la société française. Comme le fait remarquer Piketty, « *ce creusement des inégalités est en partie mécanique : dans les sociétés qui connaissent une croissance lente – entre 1 % et 2 %, comme chez nous –, le capital accumulé dans le passé prend rapidement une importance démesurée. On peut dire que « le passé dévore l'avenir », car le patrimoine fait des petits plus vite que le travail* ». Cet accroissement et cette polarisation des inégalités est aussi une des causes principales des bulles financières et des crises plus ou moins graves que provoque leur éclatement. André Orléan a bien montré qu'une crise financière est « un processus de destruction de la liquidité financière », mais a-t-il raison de dire qu'il s'agit d'une disparition de « richesse financière » ? Ce qui s'évanouit », lorsqu'éclate la bulle, ce n'est pas de la richesse, ni même de la valeur, c'est le grossissement précédent du « capital fictif »⁴⁹, c'est-à-dire « *une accumulation de droits de tirage sur la richesse à produire qui prend la forme de l'endettement privé et public, de la capitalisation boursière et de divers produits financiers* »⁵⁰. Les contradictions entre « capital fictif » et « capital productif » surgissent lors des processus de création de valeur où s'exerce une dualité entre la valeur réelle d'un actif (produit du travail) et sa valeur spéculative (ou d'échange). Cédric Durand note que « *la valeur financière validée en anticipation à venir (les formes de dettes et de capitalisation) n'a cessé d'augmenter par rapport à la quantité de richesses effectivement produites* ». Il identifie deux formes de capital fictif : « les formes élémentaires » et « les formes sophistiquées ». Les premières concernent celles qui sont évoquées par Marx : les dettes du secteur privé (entreprises non-financières et ménages), la dette des États et la capitalisation boursière. De nouvelles « formes sophistiquées » apparaissent liées à la libéralisation et à la complexification du secteur financier. Les produits dérivés et le *shadow banking* (devenus des éléments prépondérants du système financier relayés par les grandes banques) entrent dans des marchés spéculatifs agressifs et s'immiscent dans les systèmes bancaires parallèles, favorisant l'endettement pour bénéficier d'effets de levier. En 2010, les produits dérivés représentent des sommes en circulation supérieures à 10 fois le PIB mondial.

Peut-on décrire ces phénomènes comme de la « valeur créée » par le marché ? J'aurais tendance à considérer cela plutôt comme de la surréservation (overbooking) sur le marché de l'anticipation : à la fin il y a ceux dont la fortune s'est envolée très haut et d'autres, beaucoup plus nombreux, qui ne trouvent plus de place dans l'avion ou se sont écrasés à la faveur d'un krach. Comme l'explique Harribey, « *la liquidité obtenue à un moment donné par tel ou tel capitaliste peut n'avoir rien à voir avec son capital productif immobilisé ni avec les bénéfices qu'il en retire, ni même avec les bénéfices probables à venir, elle doit être interprétée comme la liquidité de la captation de la valeur déjà créée ou de la captation de la valeur anticipée* »⁵¹. Le capitalisme financiarisé est-il « *celui d'une phase de son histoire où (...) les*

⁴⁸ *La spirale du déclassement 2016*, dans lequel Louis Chauvel pointe « *une distorsion croissante, préalable à un écartèlement, voire une rupture de continuité, entre les classes moyennes dotées d'un substantiel patrimoine net, sans remboursement de prêts, par opposition aux autres, propriétaires endettés ou locataires, dont les conditions économiques d'existence sont d'une tout autre nature.* ».

⁴⁹ ce que Marx appelle une « prévalidation de la valorisation du capital », tout en étant « une incarnation du capital qui tend à s'émanciper du processus productif de valorisation »

⁵⁰ Cédric Durand, 2015, *Le capital fictif : comment la finance s'approprie notre avenir*, Paris, *Les Prairies ordinaires*

⁵¹ Et il poursuit en disant que cette captation « *transpose dans le champ financier le rapport des forces entre capitalistes et salariés et celui entre capitalistes eux-mêmes. Quand l'action Michelin monte de 12%, dans les minutes qui suivent l'annonce de 7500 suppressions d'emplois, les opérateurs financiers anticipent une amélioration du rapport de forces en faveur des actionnaires face aux salariés et donc une captation (au sens de l'exploitation) supérieure de valeur. Cette*

perspectives de croissance de la productivité du travail et, partant, de croissance économique s'amenuisent, voire s'épuisent ? Marque-t-il la difficulté du système à faire produire toujours plus de valeur à une force de travail surexploitée sur une base matérielle naturelle en voie d'épuisement, sans que le capital fictif puisse être une solution, parce qu'il n'est qu'une baudruche qui éclatera nécessairement ? » C'est la conjecture d'Harribey et elle n'est pas contredite par les faits.

5. ET LE TRAVAIL DANS TOUT ÇA ?

En 1999 la *Revue française de gestion*⁵², posait la question suivante à Bernard Thibault qui venait d'être élu Secrétaire général de la CGT : *L'homme (...) est-il fait pour travailler ? La réponse avait été : l'homme n'est fait pour rien du tout et la vraie question me semble plutôt, qu'est-ce qu'il faut pour qu'un homme « se fasse » ? Certainement pouvoir entretenir avec ses semblables des relations sociales « motivantes » au sein desquelles il est en mesure d'éveiller et de déployer ses capacités, de donner et de recevoir, d'assurer son bien-être et de contribuer à celui de tous ceux qui lui sont chers, d'être utile et de se sentir reconnu, enfin d'exercer le plus librement possible des valeurs auxquelles lui-même et son milieu social sont attachés ». Et il concluait : « on sent bien, à partir d'une telle approche, que le travail, sous certaines formes, peut accomplir une partie de ce programme ». Il souhaitait que le travail s'affirme comme « une des modalités à travers lesquelles s'épanouit la personnalité dans la fusion ou la convergence entre des projets individuels et des finalités sociales », et il ajoutait que sa durée effective continuera à diminuer « mais que simultanément la distinction entre le temps de travail et les différents temps de la vie aura tendance à devenir plus subtile et moins signifiante ». Dix-sept ans après je pense qu'il n'aurait aucune raison de réviser ce point de vue. On lui avait aussi demandé *quels sont les principaux critères qui caractérisent un « vrai travail »*⁵³? Et sa réponse : « deux critères me paraissent essentiels, d'une part le caractère plus ou moins « subi » des conditions et du contenu du travail, rapporté aux qualifications, aux compétences et aux aspirations du salarié, d'autre part le degré d'utilité, tel qu'il peut être estimé par le corps social et ressenti par l'individu dans l'immédiat et pour son avenir ; ces critères (...) permettent des évaluations individuelles et collectives ».*

Le travail n'a rien de « naturel », au sens qu'il a tout de culturel. Sa signification ne peut être appréhendée en dehors des rapports sociaux d'où découle la capacité de chaque individu et de chaque collectif à déterminer ou à peser sur les orientations des institutions dont il participe et dont il dépend. « *Le mal-être au travail n'est compréhensible qu'en tant que le travail peut être facteur de bien-être. Les mêmes situations peuvent apporter du plaisir et/ou de la souffrance, de la sécurité et/ou de l'insécurité, du dynamisme et/ou de l'inhibition, de la santé mentale et/ou de la dépression, du bonheur et/ou du malheur*⁵⁴ ». Mais n'en est-il pas ainsi de pratiquement toutes les activités humaines ? D'après une enquête⁵⁵ menée entre 2006 et 2008, les Français, à la différence de leurs concitoyens européens, ont un rapport ambigu avec le travail : tout en étant les plus nombreux à considérer le travail comme très important, ils sont également les plus nombreux à souhaiter que celui-ci prenne moins de place dans leur

transposition du rapport de forces dans la sphère financière ne doit pas être comprise comme une croyance majoritaire reposant sur le néant ou sur le virtuel des croyances mais comme une croyance – une quasi-certitude ! – en la pérennité, voire en l'amélioration, du rapport de forces favorable établi. La question du rapport de forces entre les classes composant la société ramène à la théorie de la valeur comme théorie des rapports sociaux. »

⁵² n° spécial 126 du 01/11/99.

⁵³ par opposition aux « petits boulots » ou à une occupation rémunérée autre, mais qui ne serait pas un vrai travail...

⁵⁴ Vincent de Gaulejac, Les raisons de la colère 2011

⁵⁵ Voir Dominique Méda, Patricia Vendramin, *Réinventer le travail*, PUF Le lien social 2013.

vie. En Europe, il existe un nouveau rapport au travail, particulièrement marqué chez les jeunes : des attentes extrêmement fortes en matière d'investissement subjectif au travail - il faut que le travail ait du sens⁵⁶ -, mais aussi en matière de limites et de frontières entre travail et hors travail. Encore très largement aujourd'hui, « *la définition du sens et finalement de l'intelligence de son travail échappe à chaque travailleur parce qu'elle est prise en charge par une infrastructure technologique gestionnaire contrôlée par des experts en organisation et en management. Le « besoin » infini du consommateur donne finalement le sens à la production industrialisée dans laquelle le travailleur n'est plus reconnu que comme un moyen de produire parmi d'autres : c'est dans la maîtrise collective du sens du travail que l'émancipation se jouera*⁵⁷ ».

Dans l'industrie, la qualité, facteur essentiel dans la compétition entre les produits, ne peut être garantie sans qu'elle soit prise en compte de façon consciente et active par la totalité des intervenants du cycle de production. La robotisation des tâches et la pratique du « juste à temps » ont rendu la panne particulièrement pénalisante, requérant ainsi la diffusion d'un certain nombre de compétences et des formes d'organisation permettant de résoudre rapidement les défaillances. Il y a, potentiellement, dans ces évolutions des ferments pour une vision plus autonome et plus valorisante du travail ouvrier en opposition avec l'automate musculaire codifié par le bureau des méthodes. La maîtrise très en amont de l'articulation entre la conception du produit et sa fabrication, nécessaire au raccourcissement de la durée globale des projets, oblige à rompre avec une organisation séquentielle et hermétique entre ces deux mondes. Comme l'a énoncé Alain Supiot : « *les clés du pouvoir économique ne sont plus dans la détention des biens matériels mais de plus en plus dans la détention des systèmes de communication. (...) Dans ce nouvel ordre des choses, les êtres humains sont soumis à une exigence de réactivité, de disponibilité permanente. (...) Ces nouvelles formes d'organisation peuvent être saisies comme une chance, dès lors que le salarié, auquel on demande de réaliser certains objectifs, d'être beaucoup plus mobilisable, peut retrouver une certaine prise sur la définition du contenu de son travail* ». Les exigences de la transition écologique devraient considérablement accentuer ces aspects, car elles vont se traduire par une révision relativement rapide de l'ingénierie de nombreux processus et, pendant une assez longue période, être à la source de nombreuses et fréquentes innovations concernant à la fois les matériaux utilisés et les techniques mobilisées. Elles ne concernent pas seulement la production industrielle, tant la production des services⁵⁸ souvent présentée comme « plus propre », est, dans les faits, grosse consommatrice d'énergie et productrice de GES, ne serait-ce qu'avec la fonction transport.

Pour finir par une ouverture sur un futur incertain potentiellement désirable à condition de faire attention, je ferais référence à trois auteurs à la fois promoteurs de « l'économie collaborative »⁵⁹ ou « contributive »⁶⁰ et critiques de ses développements ou égarements actuels.

⁵⁶ Selon Alain Supiot, « *La réforme [El Khomri] favorise clairement la négociation d'entreprise au détriment de la négociation de branche et sans aucune ouverture sur les nouveaux échelons pertinents de négociations que seraient les territoires ou les réseaux d'entreprises. (...) S'il y a des points où il serait vraiment intéressant d'avoir une négociation ciblée au niveau des branches ou de l'entreprise, c'est sur le sens du travail* ».

⁵⁷ Pierre-Yves Gomez, *Intelligence du travail*, Desclée de Brouwer 2016

⁵⁸ *La crise écologique exige une révolution dans les services*, Jean Gadrey 2008

⁵⁹ activité humaine de pair à pair, qui vise à produire de la valeur en commun et qui repose sur de nouvelles formes d'organisation du travail et d'échanges. Elle s'appuie sur une organisation plus horizontale que verticale, la mutualisation des biens, des espaces et des outils, des savoirs (l'usage plutôt que la possession), l'organisation des citoyens en "réseau" ou en communautés et généralement l'intermédiation par des plateformes internet.

Eric Sadin, philosophe, capte les tendances à l'œuvre au cœur du techno-pouvoir capitaliste. Sans tomber dans la technophobie, il décrypte la façon insidieuse dont notre environnement de capteurs, d'objets connectés, d'outils de mesure et de conseil au quotidien, risque de nous transformer en paraplégiques heureux. Son livre, *La vie algorithmique*, dévoile la manière dont notre vie pourrait ressembler demain aux rêves des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) et de leurs émules : un cauchemar. La montée en puissance d'une société du calcul, où chaque comportement doit être analysé, répertorié et utilisé, prépare la « *gouvernementalité algorithmique* » décrite par Dominique Cardon.

Michel Bauwens⁶¹, s'intéresse moins à l'écosystème totalisant des multinationales de l'âge digital qu'à la façon dont des gens, partout dans le monde, se saisissent d'une multitude d'outils pour transformer leur façon de vivre et d'agir sur leur environnement. Les GAFA qu'il appelle les « *capitalistes netarchiques* », sont des exploités⁶². *Les utilisateurs créent la valeur d'usage, les propriétaires réalisent la valeur d'échange* ». Ce mouvement reste certes sous leur contrôle et à leur unique profit, mais ces acteurs n'en rendent pas moins possibles « *la socialisation via des mécanismes entre pairs* ». Mais, si nous n'y prenons pas garde, ces nouveaux « sublimes »⁶³ de l'ère digitale ne finiront-ils pas par être prolétarisés ? Il faut observer et analyser en détail ce processus de transition numérique qui associe le meilleur et le pire⁶⁴. Il est essentiel d'agir au plus tôt, car comme dans tout système dynamique en mutation, les conditions initiales marquent profondément l'avenir du système.

Pour Pierre Yves Gomez, Professeur en management, « *la bataille pour faire naître une société différente à partir des nouvelles technologies est indécise : des forces (essentiellement de grandes entreprises globalisées) tendent à utiliser les plateformes internet pour accroître l'intégration de la production, pour développer le big data, le traçage de nos comportements afin de mieux cibler et augmenter l'offre de consommation. C'est l'œuvre de ceux qui, en s'appropriant les plateformes, tendent à les utiliser comme d'immenses hypermarchés et aussi comme des lieux de production où des internautes besogneux accomplissent une petite quantité de travail inintelligent pour eux puisque seul le grand ordonnateur sait à quoi tend ce travail. On est là du côté de la cité de la consommation. Mais d'autres forces, des associations, de petites entreprises ou des communautés internet cherchent au contraire à utiliser les plateformes pour créer de la proximité, pour mieux connaître le travail de ceux qui produisent et ajuster la consommation à ce travail. Ce sont les réseaux de consommation courts, la production de services libres, etc.. On est plutôt du côté de la cité du travailleur* ».

Bernard Stiegler⁶⁵ décrit et analyse les fulgurantes disruptions technologiques qui prennent de vitesse les cadres, le droit et les *manières* qui façonnent une société et « *occupent*

⁶⁰ Elle se caractérise par la non-dissociation entre producteur et consommateur : dans le cadre d'une économie contributive, l'utilisateur du service est potentiellement à la fois consommateur et producteur du service

⁶¹ *Sauver le monde. Vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Paris, Éditions Les Liens qui libèrent, 2015. Après avoir travaillé dans plusieurs grandes entreprises internationales (information stratégique, stratégie à long terme), Michel Bauwens a rompu avec ce milieu qui le conduisait à mener des actions avec lesquelles il ne s'accordait pas toujours. Aujourd'hui installé en Thaïlande, ce penseur belge propose de cultiver un contre-modèle au capitalisme, le modèle émergent du *peer-to-peer* (ou pair à pair, en abrégé, p2p)

⁶² Ils « *vendent les centres d'intérêt et les données des utilisateurs à des publicitaires sans qu'il y ait de retour de la valeur d'échange aux utilisateurs* ».

⁶³ ouvriers libertaires du XIX^{ème} siècle qui passaient d'un patron à l'autre sans difficulté, grâce à une compétence professionnelle qui les rendait indispensables pour faire fonctionner des machines souvent capricieuses et faciles à dérégler.

⁶⁴ C'est le puissant concept de *pharmakon* repris et développé par Stiegler.

⁶⁵ Philosophe, directeur de l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) du centre Georges-Pompidou et fondateur de l'association *Ars Industrialis*, Bernard Stiegler se penche depuis plusieurs années sur les effets de l'automatisation et de la robotisation. Il a notamment publié *la Société automatique : 1. L'avenir du travail* (Fayard, 2015) et *Dans la disruption :*

les vides juridiques qu'elles ont créés ». Alors que les plateformes n'ont de valeur que parce que les internautes qui les utilisent les « fabriquent » par leur travail libre et gratuit, elles peuvent être achetées comme n'importe quel actif d'une entreprise. Les plateformes internet sont des « communs », c'est-à-dire des propriétés qui appartiennent à ceux qui les font naître et vivre par leur participation, c'est-à-dire le travail qu'ils y réalisent. Mais il n'y a pas encore un droit protégeant les « communs ». D'où l'enjeu politique majeur de constituer un tel droit. Il rejoint P-Y Gomez qui oppose la « cité des consommateurs » à la « cité des producteurs », en flinguant le consumérisme : *« condamné du point de vue économique et financier aussi bien que social et comportemental, le consumérisme repose sur des systèmes qui ne génèrent que de l'insolvabilité : des producteurs mal payés, des consommateurs endettés, des banques et finalement des Etats qui se ruinent en les recapitalisant »*.

J'ai commencé à rédiger ce papier avec le souci de congédier la croissance, d'où le titre proposé. Chemin faisant, c'est-à-dire en consultant les textes des économistes et ou sociologues que j'ai longuement cités, j'ai renforcé ma conviction que le principe de base de la dynamique capitaliste, c'est-à-dire l'accumulation du capital, est bien, « en dernière instance », comme l'auraient dit les deux barbus, le déterminant de la croissance, de sa sacralisation et de la justification des prédatons opérées en son nom sur la nature, ses réserves et menaçant ses équilibres, et de l'exploitation du travail humain qui en est une des formes. La financiarisation globalisée de l'économie, elle-aussi, n'est que la poursuite de l'accumulation par d'autres moyens. D'où l'affirmation puis la conjecture d'Harribey citées ci-dessus et que je rappelle, tant elles me paraissent condenser l'essentiel de la crise actuelle du capitalisme : *« la liquidité obtenue à un moment donné par tel ou tel capitaliste peut n'avoir rien à voir avec son capital productif immobilisé ni avec les bénéfices qu'il en retire, ni même avec les bénéfices probables à venir, elle doit être interprétée comme la liquidité de la captation de la valeur déjà créée ou de la captation de la valeur anticipée »*. Le capitalisme financiarisé est-il *« celui d'une phase de son histoire où (...) les perspectives de croissance de la productivité du travail et, partant, de croissance économique s'amenuisent, voire s'épuisent ? Marque-t-il la difficulté du système à faire produire toujours plus de valeur à une force de travail surexploitée sur une base matérielle naturelle en voie d'épuisement, sans que le capital fictif puisse être une solution, parce qu'il n'est qu'une baudruche qui éclatera nécessairement ? »*.

La croissance⁶⁶ comme symptôme et comme mesure de l'accumulation constitue donc bien un élément commun aux deux problématiques, celle de la limitation du monde et celle de la nécessité de substituer un nouvel imaginaire au minotaure ou au phénix capitaliste. C'est ce qu'exprime le texte de Castoriadis mis en exergue, à côté de celui de Keynes. Quant aux Gafa, c'est pour moi le dernier (?) avatar du phénix, comme l'indique Bauwens qui, on l'a vu, les appelle les « capitalistes netarchiques »⁶⁷. Pierre Yves Gomez, ajoute que *« la bataille pour faire naître une société différente à partir des nouvelles technologies est indécise : des forces (essentiellement de grandes entreprises globalisées) tendent à utiliser les plateformes internet pour accroître l'intégration de la production, pour développer le big data, le traçage*

comment ne pas devenir fou ? (Les liens qui libèrent, 2016). Il est aujourd'hui très engagé dans le projet qui associe les neuf villes de l'agglomération Plaine-Commune, en Seine-Saint-Denis, pour imaginer et expérimenter un «revenu contributif» qui viendrait rémunérer des activités pas ou peu reconnues mais utiles à la collectivité.

⁶⁶ La nécessité de pourvoir au développement des « pays pauvres » est d'abord un motif supplémentaire et tout aussi déterminant pour réduire fortement l'empreinte écologique des « pays riches », la notion d'empreinte visant expressément les consommations. Cette nécessité en a pour conséquence une autre, celle de réviser toutes les politiques d'aide au développement, pour que « l'émergence » soit pensée et accomplie comme un processus soutenable et solidaire. Cet aspect mérite un papier à lui seul, et cela pourrait figurer dans notre agenda.

⁶⁷ Ce sont des exploités puisque *« les utilisateurs créent la valeur d'usage, les propriétaires réalisent la valeur d'échange »*.

de nos comportements afin de mieux cibler et augmenter l'offre de consommation. Et Stiegler complète le tableau en volant dans les plumes du phénix : « les « GAFAs » exploitent un modèle au départ contributif, mais en le ramenant dans le giron consumériste, voire hyperconsumériste (...) Ils promeuvent des modèles d'affaires basés sur un véritable marketing chirurgical et un consumérisme extrémiste basé sur la « personnalisation », mais qui aboutit en réalité à une désindividuation massive ». Tout paradigme économique qui génère, alimente et entretient des comportements « d'hyperconsommation » constitue un danger potentiel pour la nature, y compris la nature humaine directement menacée par la montée en puissance insidieuse de la soumission à une « gouvernamentalité algorithmique », produit d'une idéologie envisageant la société comme une agrégation d'individus isolés. Je note au passage que cette idéologie constitue le cœur du discours politique d'Emmanuel Macron qui ferait bien de lire ou relire Norbert Elias et Pierre Bourdieu : l'homo œconomicus est une chimère dangereuse pour l'homme et pour l'économie, la notion d'individu isolé constituant une aporie, car l'individuation psychique est un processus éminemment social puisque culturel et, par essence, inachevé.

Le mécanisme de l'accumulation qui lui est consubstantiel, condamne le capitalisme⁶⁸ à trouver en permanence de nouveaux débouchés, en créant et en absorbant tous les marchés solvables de la planète. Ce processus, émaillé de crises répétitives, dure depuis au moins deux siècles mais il n'est pas éternel. Il a deux « frontières » : la frontière écologique et la frontière sociale. Il ne suffit pas d'inventer le terme de « capital naturel » pour que les ressources naturelles puissent être traitées et exploitées comme du capital. Il ne suffit pas d'inventer et d'exploiter les métaphores du « capital social » et du « capital humain » pour que les « sociétés d'individus » (cf. Norbert Elias) puissent être subsumés sous le rapport social qu'est le capital. Il est certain que nous butons déjà sur la frontière écologique et il est probable que nous soyons entrés (au moins en Europe) en friction avec la frontière sociale. La recherche d'un sens nouveau à donner à l'activité économique est à l'ordre du jour. Elle pose⁶⁹ notamment et de façon inédite les problèmes éthiques, politiques et juridiques de l'extension et du contenu du droit de propriété par la réévaluation des catégories de bien public et de bien commun.

⁶⁸ Minotaure, Phénix, Sisyphe : on ne prête qu'aux riches !

⁶⁹ « L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle est capable de résoudre »